

Question écrite n°2437 - Sujet : Protection de la jeunesse dans les médias

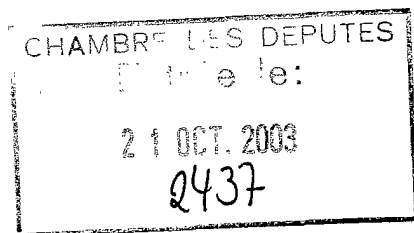
Auteur(s) : Madame Nancy Arendt épouse Kemp, Députée

Destinataire(s) : Monsieur François Biltgen, Ministre délégué aux Communications

Date limite de réponse à la question : 21-11-2003

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
21-10-2003	Dépôt de la question	Document écrit de la question
20-11-2003	Réponse écrite de Monsieur François Biltgen, Ministre délégué aux Communications	Document écrit de la réponse



Luxembourg, le 21 octobre 2003

Monsieur Jean Spautz
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Monsieur le Président,

Conformément aux articles 75 et 76 du règlement de la Chambre des Députés, j'ai l'honneur de vous informer que je désire poser une question au Ministre délégué aux Communications.

La Commission des Media et des Communications a abordé dans son rapport relatif au bilan de la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques la problématique de la protection de la jeunesse dans les médias. Après les attentats meurtriers de Littleton (Etats-Unis) et d'Erfurt en Allemagne, la question sur un rapport éventuel entre les contenus violents ou pornographiques et la violence juvénile n'est pas nouvelle, mais a pris des dimensions plus actuelles et urgentes.

Alors qu'en Allemagne, le chancelier a invité au lendemain de la tragédie d'Erfurt les responsables des chaînes télévisées, ainsi que les producteurs de jeux, les industriels des nouveaux médias et d'Internet à une table-ronde intitulée « Medien gegen Gewalt » censée apporter des réponses et des conséquences de la tragédie d'avril 2002, l'autorité de régulation britannique adresse des mises en garde visant les feuilletons de plus en plus violents. Le Conseil supérieur audiovisuel en France propose une nouvelle signalétique pour mieux protéger les jeunes, ainsi que des mesures telles que le cryptage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué aux Communications:

- Quelles sont les mesures prises par le gouvernement luxembourgeois en la matière?
- Quelles sont les mesures initiées par l'Union européenne? De quelle manière le Luxembourg est associé à ces initiatives?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Nancy Arendt
Député

Luxembourg, le 20 novembre 2003

Monsieur le Ministre aux Relations avec
le Parlement

Service Central de Législation
43, boulevard Roosevelt

L-2450 Luxembourg

Concerne : question parlementaire No 2437 de Madame la Députée
Nancy ARENDT.

Monsieur le Ministre,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la réponse à la question
parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute
considération.

Le Ministre délégué aux
Communications,

François Biltgen

\\Smo-server\Data\Kugener\word\QUESTPAR\2437_Arendt.doc

Les coordonnées de votre correspondant:

Jeannot Kugener

Tél.: (352) 4782166

Télécopieur: (352)475662

e-mail: jeannot.kugener@sma.etat.lu

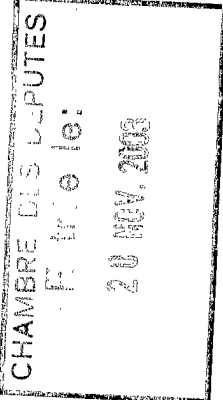
**Réponse de Monsieur François Biltgen, Ministre délégué aux
Communications, à la question parlementaire N° 2437 du 21 octobre 2003 de
Madame la Députée Nancy Arendt**

L'honorable députée aimerait connaître les mesures prises par le Gouvernement en vue de protéger la jeunesse contre certains contenus véhiculés par les médias et aimerait savoir si, dans ce domaine, des mesures sont initiées par l'Union européenne et, dans l'affirmative, si le Luxembourg est associé à ces initiatives.

Il y a tout d'abord lieu de signaler que le problème de la protection des mineurs contre certains contenus fait l'objet d'une disposition expresse figurant dans la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques. En effet, aux termes de l'article 6 (2) sont interdits dans les programmes de télévision relevant de la compétence du Luxembourg « tous les éléments de programme susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, notamment les éléments de programme comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuite ». Et le 3^{ème} paragraphe de cet article d'ajouter que « sont également interdits tous les autres éléments de programme susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, sauf s'il est assuré, par le choix de l'heure d'émission ou par toutes mesures techniques, que des mineurs ne voient pas ou n'entendent pas normalement ces éléments de programme ». Enfin le paragraphe 3bis ajouté en 2001 prévoit que « lorsque les éléments de programme visés sous (3) sont diffusés en clair, ils doivent être précédés d'un avertissement acoustique ou identifiés par la présence d'un symbole visuel tout au long de leur durée ». Un règlement grand-ducal pourra préciser les modalités d'application de cette signalétique pour les programmes de télévision qui relèvent de la compétence du Luxembourg. Un avant-projet de règlement a fait l'objet de consultations.

Il convient de préciser que ces dispositions, reprises telles quelles de la Directive Télévision sans Frontières, ne s'appliquent qu'aux programmes qui sont établis sur le territoire du Luxembourg et qui relèvent dès lors de la compétence du Luxembourg. En ce qui concerne les programmes en provenance de l'étranger, le Luxembourg, en tant qu'Etat de réception, garde la faculté d'interdire sur son territoire la réception des programmes qui, alors même qu'ils ne font pas l'objet d'une interdiction dans leur pays d'origine, enfreignent d'une manière manifeste, sérieuse et grave les dispositions des articles 6 (2) et 6 (3) précités.

Conscient du fait qu'une protection efficace des mineurs contre l'accès à certains contenus nécessite une approche horizontale, le Gouvernement a décidé, en date du 24 janvier 2003, de créer un groupe de travail interministériel avec la mission de vérifier le niveau de protection des mineurs à travers l'ensemble des médias, le terme média étant pris dans son sens le plus large et visant aussi bien les logiciels de jeux que les contenus fixés sur DVD, vidéocassettes, les films diffusés par les établissements cinématographiques et les contenus mis à disposition par voie d'Internet et de conseiller le cas échéant le Gouvernement sur les mesures à prendre en vue d'harmoniser, voire de renforcer le niveau de protection actuel.



Les conclusions du groupe de travail, qui réunit des représentants de sept ministères, ont été soumises en date du 7 novembre 2003 au Gouvernement. Le Gouvernement a pris connaissance du fait que la mise à disposition de contenus montrant des images ou contenant des paroles violents ainsi que l'accès à ces contenus par des mineurs ne sont actuellement pas interdits et sanctionnés, sauf dans le domaine de la télévision et, dans une certaine mesure, dans celui du cinéma, qui font tous les deux l'objet d'une réglementation sectorielle spécifique. Le Gouvernement, tout en étant convaincu que ces contenus ne doivent pas faire l'objet d'une interdiction générale, est toutefois d'avis que leur usage doit être réservé aux adultes. En conséquence, il a chargé le Ministre de la Justice de préparer un projet de loi visant à compléter l'article 383 du Code pénal afin d'interdire la mise à disposition de contenus violents gravement préjudiciables aux mineurs, sauf s'il est assuré que ces contenus ne sont pas accessibles aux mineurs.

Cette démarche aurait pour conséquence d'impliquer et de responsabiliser les secteurs professionnels concernés, à savoir les établissements cinématographiques, les diffuseurs de programmes télévisés, les distributeurs de cassettes vidéo, DVD et logiciels de jeux et les éditeurs de contenus en ligne. En effet, afin d'éviter une violation de la disposition pénale précitée telle qu'elle sera modifiée, les professionnels devront démontrer qu'ils ont pris des mesures ayant pour but d'empêcher l'accès par les mineurs à des contenus réservés aux adultes. Aux termes de la décision du Conseil de Gouvernement, il appartiendra au Ministre délégué aux Communications de préparer, en étroite concertation avec les secteurs concernés, un cadre légal pour la mise en place de systèmes sectoriels d'autorégulation ou de corégulation qui pourraient se traduire notamment par une classification des contenus en fonction de l'âge des utilisateurs avec comme corollaire l'obligation de veiller à ce que l'accès soit réservé effectivement aux personnes relevant des catégories retenues, ainsi que par l'usage de systèmes de cryptage ou de filtrage.

* * *

Sur le plan communautaire, il convient de signaler l'existence de la recommandation du 24 septembre 1998 concernant le développement de la compétitivité de l'industrie européenne des services audiovisuels et d'information par la promotion de cadres nationaux visant à assurer un niveau comparable et efficace de protection des mineurs et de la dignité humaine. En substance, cette recommandation invite les Etats membres à faciliter, en complément aux cadres réglementaires, l'établissement volontaire de cadres nationaux pour la protection des mineurs et notamment des cadres nationaux d'auto-réglementation pour les opérateurs de services en ligne. Elle lance un appel aux secteurs et parties concernés pour qu'ils coopèrent à l'élaboration de codes de bonne conduite applicables aux services en ligne et pour mettre au point, en ce qui concerne les services de radiodiffusion, de nouveaux moyens de protection des mineurs et d'information des spectateurs. Par ailleurs, elle invite la Commission européenne à faciliter la coopération et l'échange d'expérience entre les structures d'auto-

réglementation et les structures chargées de traiter les plaintes et de faciliter la coopération internationale dans les domaines couverts par la recommandation.

Suite à cette recommandation, le Gouvernement avait organisé en l'an 2000 une consultation sur l'autorégulation des acteurs concernés par l'Internet au Luxembourg. A la suite de cette journée de réflexion, les intermédiaires de l'Internet ont constitué une association, l'Internet Service Providers Association (l'ISPA) qui réunit un grand nombre de prestataires de services Internet. Cette association, ainsi que d'autres associations professionnelles ont d'ailleurs été auditionnées par le groupe de travail précité et seront impliquées dans le processus d'élaboration des réglementations sectorielles.

Parallèlement à la recommandation, un plan d'action pluriannuel visant à promouvoir une utilisation plus sûre d'Internet par la lutte contre les messages à contenu illégal et préjudiciable diffusés sur les réseaux mondiaux (Plan d'action pour une utilisation plus sûre d'Internet) a été adopté en 1999 et a été reconduit, par une décision adoptée par le Conseil début 2003, pour une durée de deux ans, expirant fin 2004. Ce plan d'action (pour la période de la prolongation, il est doté d'un budget de 13,3 millions €) a pour objectif de soutenir des projets nationaux qui soit créent un environnement plus sûr en mettant en place des centres d'appel chargés de traiter les plaintes relatives au caractère illégal ou nuisible des contenus (hotlines) et en encourageant le recours à l'auto- ou la corégulation, soit soutiennent le développement de nouveaux systèmes de filtrage ou de contrôle d'accès ou encore de classification ou de signalisation des contenus, soit enfin se proposent de sensibiliser les parents, éducateurs et autres personnes concernées aux problèmes en question.

La campagne de sensibilisation « Safeborders » lancée récemment (www.eluxembourg.lu) et dont le but est de sensibiliser les enfants et les jeunes aux dangers potentiels d'Internet et d'informer les parents, les enseignants et les consommateurs, ainsi que les enfants eux-mêmes, des possibilités de minimiser ces risques, tout en profitant des opportunités offertes par Internet, a été cofinancée par la Commission européenne dans le cadre de ce plan d'action. Par ailleurs, l'ISPA est actuellement en train de réfléchir à la possibilité de mettre en œuvre, également dans le cadre de ce plan d'action, une hotline ou centre d'appel qui aurait pour but de permettre aux utilisateurs d'Internet de signaler, par voie électronique, à un guichet unique les contenus préjudiciables ou nuisibles rencontrés sur Internet.